



Un RASSEMBLEMENT aura lieu de MARDI 23 NOVEMBRE à Brignoles à 17h place du Caramy.

Il est initié par les parents d'élèves et les personnels de l'école Jean Jaurès pour protester contre la suppression d'un/e EVS (emploi de vie scolaire) en décembre. La CGT Educ' Action appelle les enseignants du 1er et du second degré du territoire de l'aire brignolaise à les rejoindre afin d'exiger d'autres moyens pour l'EN en terme d'emplois statutaires.

Rappelons que ces EVS sont des contrats aidés de droit privé que l'IA recrute pour aider aux tâches administratives, de vie scolaire dans les écoles mais aussi dans les collèges et les lycées. Le recrutement dépend du budget de l'Etat. En décembre, des milliers de contrats aidés ne seront pas renouveler pour des questions budgétaires. Cela fait plusieurs années que des personnes sont recrutées pour qqs mois puis se retrouvent au chômage parce que ces contrats ultra précaires ne sont pas renouvelés.

La CGT dénonce la précarité et les plans de licenciement déguisés qui se développent dans l'EN.

Une pétition unitaire est à signer en ligne contre la précarité dans l'Education nationale:
<http://www.pourenfiniraveclaprecarite.org>

En ce qui concerne les écoles, une députée P.S. a déposé un amendement à la Loi de Finances 2011 (amendement voté) prévoyant le transfert, pour un équivalent de 20 Millions d'€, des heures supplémentaires 2° degré vers le dispositif EVS. Ce qui devrait permettre le maintien de 4500 postes d'EVS par rapport aux suppressions annoncées... Reste au sénat à confirmer... Reste surtout le fait que cela ne règle en rien la situation de ces emplois précaires, ni leur titularisation sur des emplois stables ni la pérennisation de ces emplois... Il ne s'agit d'autre part nullement d'une "rallonge" budgétaire, mais d'un glissement d'une partie du budget de l'Education Nationale vers une autre partie.

> Si on résume le processus, tout d'abord on supprime des milliers de postes dans le second degré, on augmente le nombre d'heures supplémentaires des enseignant-e-s du second degré à la place ("revalorisation" à la sauce Sarkozy, travailler plus pour gagner plus... Rappelons à toutes fins utiles que la Cgt-Educ' Action s'est toujours prononcé contre la multiplication des heures supplémentaires au profit de postes "en dur"), puis on supprime une partie de ces heures sup au profit du maintien d'emplois précaires avec des salarié-e-s que l'on jettera au fur et à mesure des fins de contrats (18 mois maxi) comme des kleenex... Cela s'appelle gérer le budget de l'Etat... Si nous pouvons nous réjouir de voir ainsi réglé (très provisoirement) des situations sociales dramatiques, peut-on vraiment considérer cela comme une victoire? En attendant continuons à faire signer la pétition unitaire.

la CGT Educ' Action du Var